

64 571

WP.4

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
CYCLE D'ETUDES SUR LE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
14 AU 25 SEPTEMBRE 1959
ADDIS-ABEBA (ETHIOPIE)

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

ACTIVITE DE L'UNESCO EN AFRIQUE
DANS DES DOMAINES LIES AU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

59-88

EXPOSE DE L'ACTIVITE DE L'UNESCO EN AFRIQUE
DANS DES DOMAINES LIES AU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

1. Rôle de l'éducation dans le développement communautaire

Le document E/2931 du Conseil économique et social, publié le 18 octobre 1956, fait ressortir le caractère éducatif des méthodes du développement communautaire. Il souligne que, s'il est vrai que le développement communautaire a pour but immédiat de diminuer le nombre d'analphabètes, d'améliorer la production agricole, la santé et la nutrition, de favoriser une utilisation plus poussée de la main-d'oeuvre, de contribuer à la formation de capital sous la forme de routes, de puits, de centres communautaires, etc., il ne faut pas cependant n'y voir qu'une série d'opérations qui se soldent par des réalisations concrètes. Certes, le succès de ces opérations est important, mais il l'est moins que les changements qualitatifs qui interviennent dans les attitudes et les rapports, car ceux-ci rehaussent la dignité humaine et, progressivement, mettent les populations mieux à même d'atteindre par leurs propres moyens les objectifs qu'elles se sont fixés. Ainsi compris, le développement communautaire est un processus éducatif.

Comme la participation de la population varie en fonction directe de son instruction et de ses aptitudes techniques, les programmes du développement communautaire, pour porter vraiment leurs fruits, doivent prévoir également la diffusion et l'amélioration de l'éducation dans les collectivités. Le rôle de l'éducation dans le développement communautaire est double : enseigner les connaissances et les techniques utiles pour le développement communautaire et favoriser l'acquisition d'idéaux, d'aptitudes et de lignes de conduite qui enrichiront la vie des membres de la communauté. L'éducation, en effet, n'est pas seulement un instrument du développement communautaire, mais aussi l'un de ses principaux objectifs. On peut dire que toute action tendant à améliorer l'éducation a un effet direct ou indirect sur le développement communautaire; cependant, l'UNESCO s'efforce d'envoyer dans les pays africains les experts en matière d'éducation dont ils ont le plus grand besoin et dont le concours sera le plus utile pour hâter l'exécution des programmes nationaux.

La liste suivante énumère brièvement les domaines dans lesquels ces experts sont à l'oeuvre : alphabétisation pour les adultes, préparation et publication de livres de lecture pour débutants; production d'auxiliaires audio-visuels et de matériel d'enseignement pour les écoles et pour les classes d'adultes; centres d'éducation pour adultes des deux sexes (alphabétisation, hygiène, agriculture, arts et métiers, puériculture, éducation physique, etc.); enquêtes expérimentales en vue d'améliorer les méthodes d'éducation des adultes; statistiques scolaires; construction d'écoles; formation de personnel enseignant pour les écoles communautaires, rurales, élémentaires, secondaires et techniques; révision des programmes scolaires ou réorganisation du système et de divers établissements d'enseignement, du jardin d'enfants à l'université. Les deuxième et troisième parties du présent exposé contiennent des renseignements plus complets sur les projets que l'UNESCO contribue à mettre en oeuvre en Afrique.

2. Projets en matière d'éducation entrepris dans les pays africains avec l'assistance d'experts de l'UNESCO

ETHIOPIE

Le Gouvernement éthiopien a ouvert un centre de formation d'organiseurs et d'instituteurs pour les nouvelles écoles communautaires qui doivent généraliser l'usage de l'amharique et assurer l'enseignement des enfants, ainsi que l'éducation de base des adultes dans tous les domaines de la vie de la collectivité (agriculture, artisanat, santé, etc.).

1 expert dirige le centre de formation
3 experts prêtent leur concours à l'éducation de base et à l'éducation des adultes.

GHANA

Le Service des publications en langue vernaculaire a ouvert un bureau chargé de publier les manuels nécessaires pour les campagnes d'éducation de base (éducation des masses), des livres de lecture pour débutants, des ouvrages d'intérêt général et des journaux dans les principales langues vernaculaires.

1 expert dirige les services d'édition du bureau.

Le Département de l'information du Ghana fournit des films à long métrage pour les campagnes d'éducation de base, tandis que le Département de la protection sociale et du développement communautaire poursuit des recherches sur les auxiliaires visuels qui peuvent être utilisés dans les diverses campagnes d'éducation de base (agriculture, santé, administration locale, habitation rurale, etc.).

1 expert est attaché au service de recherches sur les auxiliaires visuels utilisés dans les campagnes de développement communautaire.

LIBERIA

Le projet conjoint UNESCO/Libéria (JULEP) fait partie intégrante du programme de développement économique du Gouvernement libérien, dont l'objet est de favoriser le développement de toutes les branches de l'enseignement et de la science. Différents ministères sont représentés au comité consultatif chargé d'établir les programmes et d'orienter les activités dans les domaines importants : éducation de base, formation d'instituteurs, instruction rurale élémentaire, formation technique et enseignement scientifique universitaire.

1 expert est co-directeur du JULEP et formule des recommandations sur l'enseignement des sciences dans les écoles primaires et secondaires.

Il existe en outre à Klay un centre d'éducation de base, où des instituteurs sont initiés à des méthodes et à des techniques d'éducation de base adaptées aux besoins des enfants et des adultes.

Un expert doit arriver prochainement pour aider à établir le programme des écoles communautaires et le programme de formation du centre de Klay.

LIBYE

Plusieurs projets sont mis en oeuvre en Libye dans le domaine de l'éducation : l'institut de formation d'instituteurs ruraux, à Fuehat (Benghazi), le programme d'éducation de base et l'école rurale au Fezzan, le programme d'éducation de base pour les femmes en Tripolitaine. L'institut de Fuehat et l'école rurale pour les femmes au Fezzan forment les instituteurs des écoles élémentaires rurales pour les mettre à même de jouer un rôle prépondérant en dehors de l'école, parmi les adultes de la collectivité.

8 experts sont à l'oeuvre dans divers domaines (éducation des adultes des deux sexes, éducation rurale et enseignement artisanal). Plusieurs autres experts se consacrent directement à l'enseignement (histoire, éducation physique, jardins d'enfants), et, enfin, un expert commencera prochainement à organiser des cours d'agriculture dans les écoles agricoles moyennes.

MAROC

Le Gouvernement marocain réorganise actuellement son programme d'éducation dans le cadre du plan quinquennal national. Le Secrétariat à la jeunesse et aux sports, auquel se rattache un service d'éducation de base, est chargé d'élaborer un programme national.

1 expert aide le Ministère de l'éducation à établir le programme d'éducation de base. 1 expert collabore à la production d'auxiliaires audio-visuels de l'éducation de base.

Un expert doit arriver prochainement pour aider les autorités marocaines à réorganiser les universités de Fez, de Marrakech et de Rabat, ainsi que les divers établissements traditionnels d'enseignement supérieur, afin d'instaurer un système homogène d'enseignement supérieur.

NIGERIA ET CAMEROUN BRITANNIQUE

Divers projets d'alphabétisation sont mis en oeuvre dans les différentes régions du Cameroun britannique, notamment par le Bureau des affaires indigènes et par la Cameroons Development Corporation.

Un expert procède à une enquête sur le nombre des illettrés, qui doit lui permettre d'aider le gouvernement à déterminer les meilleurs moyens d'intégrer les projets existants dans un plan général qui portera sur l'ensemble du Cameroun méridional.

SIERRA LEONE

Un expert forme et dirige le personnel enseignant des écoles primaires de démonstration pratique qui sont rattachées à cinq écoles normales du Protectorat.

SOMALIE

En Somalie, deux projets d'éducation de base sont en cours d'exécution à Dinsor (CAJFEP) et à Villabruzzi (SUFEK) : ils visent à favoriser le développement social et économique et à former des cadres et un personnel enseignant capables d'appliquer les méthodes d'éducation de base dans les régions rurales; en outre, ils serviront de projets pilotes lorsqu'une action analogue sera entreprise dans les autres parties du pays. Parmi les matières inscrites au programme figurent notamment : la santé publique,

l'agriculture, la sociologie, l'étude des langues, et la pratique des sports. Deux experts de l'UNESCO participent à l'élaboration d'un programme de formation d'instituteurs ruraux et d'éducation de base.

SOUUDAN

Un expert en matière d'éducation des adultes a établi un programme pour le Centre national d'éducation de base et l'a soumis au Ministère de l'éducation. Ce programme porte principalement sur la formation d'agents polyvalents de développement communautaire. Un autre expert, spécialisé dans l'organisation de l'enseignement, a préparé, en collaboration avec le Comité de planification, un plan quinquennal de réorganisation de l'enseignement soudanais. Ce plan prévoit notamment l'accroissement du nombre d'écoles primaires et de la durée de la scolarité primaire, ainsi que l'amélioration de la formation des instituteurs ruraux, de manière qu'ils puissent jouer un rôle plus actif dans le développement des collectivités rurales. En collaboration avec le Département de statistique, un expert en statistiques scolaires a établi des statistiques démographiques afin d'obtenir un tableau suffisamment exact de la pyramide des âges de la population du Soudan, plus spécialement pour les âges de 5 à 20 ans. Il a contribué à établir un plan de travail pour l'année à venir à l'intention de la section de statistique. Un conseiller pour la construction de locaux scolaires économiques met au point un programme à budget réduit de construction d'écoles qui prévoit l'utilisation de matériaux locaux.

TUNISIE

Le gouvernement organise la lutte contre l'analphabétisme des adultes dans le cadre de son programme d'"éducation sociale". Le programme comprend la formation d'instituteurs, la publication de livres de lecture et des cours d'alphabétisation.

L'expert aide le gouvernement à mettre en oeuvre le programme d'alphabétisation des adultes et à élaborer des livres de lecture; un de ses collègues, spécialiste des auxiliaires audio-visuels, contribue à la production d'auxiliaires visuels de l'éducation sociale.

En outre, un programme d'éducation en matière de nutrition et d'hygiène est appliqué dans les écoles. Un spécialiste des auxiliaires audio-visuels collabore à la formation de personnel en vue de la production et de l'emploi de matériel d'éducation en matière de nutrition.

R.A.U. (Egypte)

A la suite d'une enquête, on a entrepris la réorganisation des écoles existantes pour les adapter aux besoins industriels du pays, de manière que les personnes qui ont terminé leurs études primaires puissent, après un stage de préparation de 5 ans, être utilement employées dans l'industrie.

Un expert donne des avis dans plusieurs domaines techniques sur la formation théorique et pratique en cours d'emploi du personnel enseignant des écoles techniques.

3. Projet régional et entreprises d'associations de jeunesse

Projet régional

Le Centre d'éducation de base des Etats arabes (ASFEC) a été créé en 1952 à Sirs-el-Layyan, Egypte (République Arabe unie) en vertu d'un accord entre le Gouvernement égyptien et l'UNESCO. Aux termes de cet accord, le Gouvernement égyptien fournit le terrain, les bâtiments, le personnel des services auxiliaires, les moyens de transport, etc. L'UNESCO se charge en grande partie de la gestion administrative et financière du centre. L'ONU, l'UNESCO, l'OIT, l'OMS et la FAO fournissent des experts spécialisés dans les différentes branches de l'"éducation pour le développement communautaire" : alphabétisation, éducation sociale, artisanat rural, hygiène, coopération et vulgarisation agricoles, économie domestique, habitation et planification rurales.

Le programme du Centre comprend un cours complet d'éducation des adultes et des cours de moindre durée sur certaines formes d'éducation des adultes, comme l'alphabétisation, ainsi que sur les sujets techniques (santé, agriculture, etc.). En outre, on procède au centre à des études expérimentales sur l'application des méthodes d'enseignement et des techniques de communication aux programmes de développement et l'on y produit du matériel d'enseignement type destiné aux pays participants.

En juillet 1959, 302 hommes et 63 femmes originaires de 9 pays arabes avaient suivi les cours ordinaires de l'ASFEC. Depuis 1956, 71 hommes et 6 femmes - des fonctionnaires de divers ministères et départements de ces pays déjà à l'oeuvre dans des domaines liés à l'éducation pour le développement communautaire - ont suivi des cours spéciaux de courte durée.

Entreprises d'associations de jeunesse

Dans le cadre des "Entreprises d'associations de jeunesse", l'UNESCO encourage les groupements internationaux de jeunesse à jouer un rôle dans le domaine du développement communautaire. L'UNESCO apporte son aide technique et financière à plusieurs activités de ces groupements. On peut citer notamment :

Le village pilote d'Ekite (Cameroun) - réalisation de la jeunesse ouvrière chrétienne - qui vise, par l'exemple de sa propre organisation, de son mode de vie et de sa production agricole, à faire naître parmi les jeunes le désir de vivre dans des communautés rurales.

L'association des camps de travail volontaire du Ghana, qui, avec le concours de jeunes architectes britanniques du Service civil international, a donné à la jeunesse du Ghana les moyens de participer à la reconstruction et à l'amélioration matérielle des villages.

Le comité de coordination de l'Association internationale des camps de travail volontaire publie régulièrement un exposé des travaux qui contribuent au développement communautaire et prépare actuellement une étude sur la question.
